



PRÉFET DES HAUTES-ALPES

Direction des services du Cabinet
et de la sécurité

Service interministériel de
défense et de sécurité civile

Gap, 03 Janvier 2017

Arrêté n° 05-2017-01-03-002

du 03 Janvier 2017

Information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques situés sur la commune de BRIANÇON

**Le préfet des Hautes-Alpes
Chevalier de l'Ordre du Mérite National**

- VU** le code général des collectivités territoriales
- VU** le code de l'environnement, notamment les articles L125-5 et R125-23 à R125-27
- VU** le décret n°91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique
- VU** le décret n°2012-475 du 12 avril 2012 modifiant l'article R125-24 du code de l'environnement
- VU** l'arrêté préfectoral n°2006-37-12 du 6 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels majeurs situés dans le département des Hautes-Alpes et ses arrêtés modificatifs
- VU** l'arrêté préfectoral n°2013287-0012 du 14/10/2013 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels majeurs situés sur la commune de BRIANÇON
- VU** l'arrêté préfectoral n°2002-311-11 du 04/07/2002 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques naturels (PPR) sur la commune de BRIANÇON
- VU** l'arrêté préfectoral n°2009-8-6 du 08/01/2009 approuvant ledit PPR
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2011-13-1 du 13/01/2011 approuvant la modification du PPR de BRIANÇON
- VU** l'arrêté préfectoral n° 05-2016-10-03-002 du 03/10/2016 prescrivant la modification du PPR de BRIANÇON
- VU** l'arrêté préfectoral n° 05-2017-01-03-001 du 03 Janvier 2017 approuvant la modification du PPR de BRIANÇON
- SUR** proposition du Directeur des services du cabinet de la Préfecture des hautes-Alpes ;

A R R E T E

Article 1er :

L'arrêté préfectoral n°2013287-0012 susvisé est abrogé.

Article 2:

Les éléments nécessaires à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de BRIANÇON sur les risques naturels, miniers et technologiques, sont consignés dans un dossier communal d'information (DCI) annexé au présent arrêté.

Article 3 :

Le DCI comprend les pièces suivantes :

- la fiche communale d'information sur les risques naturels, miniers et technologiques comprenant l'intitulé des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer ;
- la délimitation des zones exposées aux risques naturels et l'intensité des risques ;
- le zonage réglementaire du plan de prévention des risques approuvé ;
- le règlement du plan de prévention des risques approuvé ;
- le modèle de l'état des risques naturels, miniers et technologiques à remplir par le vendeur ou le bailleur ;

Article 4 :

Le présent arrêté et le document d'information visé à l'article 3 sont librement consultables en préfecture des Hautes-Alpes, sur le site internet de la Préfecture, en sous-Préfecture de Briançon et en mairie de Briançon.

Le présent arrêté et le document d'information visé à l'article 3 est également communiqué à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Article 5 :

Les informations visées à l'article 2 et 3 sont mises à jour dans les conditions définies à l'article R125-25 du code de l'environnement.

Article 6 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de MARSEILLE.

Article 7 :

Messieurs le secrétaire général de la Préfecture, le sous-Préfet de Briançon, le directeur des services du Cabinet, les chefs de service départementaux et le maire de la commune de Briançon sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Le préfet,

Signé